

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 21 – du 23 mai au 30 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ - VISION 2030 : À MI-PARCOURS, QUELS DÉFIS POUR LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES ?

Publiée en 2016 par le Ministère du Plan et du Développement Économique, et revue en 2023, **la Vision 2030 fixe le cap de l'Égypte pour atteindre les objectifs de développement durable tout en s'adaptant à ses défis démographiques et économiques**. Définie autour de dix piliers clés, elle établit des indicateurs chiffrés censés orienter la politique du gouvernement dans différents champs d'action. L'expansion démographique du pays a été le déterminant au cœur de la Vision 2030 qui a élaboré des solutions intégrées pour y répondre à travers des grands projets d'infrastructures, de logement et une meilleure gestion des ressources. La stratégie s'articule autour d'une quinzaine de « méga projets » englobant des initiatives en matière industrielle, d'énergie et de transport qui visent également à attirer les investissements étrangers.

LE CHIFFRE À RETENIR

8 Mds €

INVESTISSEMENTS DANS LES
PROJETS DE TRANSPORT
ENTRE 2016 ET 2019

Entre 2016 et 2019, l'Égypte s'est ainsi engagée dans d'importants grands projets nationaux de transport qui auraient représenté un investissement total de 143 Mds EGP (8 Mds EUR au taux moyen sur la période), et offrant des opportunités considérables aux entreprises étrangères. Outre l'expansion du réseau routier, d'autres initiatives essentielles sont en cours de réalisation pour assurer une meilleure connectivité nationale et électrifier le réseau : un train électrique léger (LRT) de construction chinoise et opéré par RATP Dev, le monorail (Alstom UK) et trois lignes à grande vitesse (Siemens) en cours de développement. Le réseau du métro du Caire continue de s'étendre. La ligne 3, inaugurée en 2012 et exploitée par RATP Dev depuis 2020, a été étendue sur ses phases 3B et 3C durant le premier semestre 2024. Autre chantier structurant de la Vision 2030, l'élargissement et la construction d'une nouvelle voie dans le Canal de Suez ont permis d'accroître la capacité d'accueil des navires et de résoudre les problèmes de congestion. La nouvelle capitale administrative, mégaprojet central initié par le Président Sissi avec un coût initial prévu de 58 Mds USD, accuse un retard certain lié à la Covid-19, mais aussi à un échéancier initial trop ambitieux. L'ensemble des investissements dans le pays a atteint 2,4 % du PIB en 2022 selon la Banque Mondiale, en ligne avec l'objectif fixé à 2,5 % du PIB en 2025.

Toutefois, les objectifs et indicateurs de performance décrits dans la vision ont été élaborés avant les chocs externes majeurs du début de la décennie 2020 (Covid-2019, guerre en Ukraine, conflit Israël Hamas), **qui ont eu de lourdes conséquences sur l'économie et les recettes budgétaires**. Cela a contraint le gouvernement à réévaluer ses priorités, conduisant à un retard dans la concrétisation des projets que le gel de tout nouvel emprunt en devises étrangères entre février et juin 2024, fin de l'année fiscale, a accentué. Néanmoins, le Président Sissi, réélu en décembre 2023, a revu à la hausse les objectifs du gouvernement. Le nouveau projet de croissance serait en partie fondé sur la filière énergétique (cible de 25 % du PIB en 2030 contre 13 % aujourd'hui), l'Égypte souhaitant développer sa filière renouvelable (42 % du mix électrique en 2030) mais également doubler ses exportations d'hydrocarbures et d'électricité (nouvelles interconnexions avec l'Arabie Saoudite et, à un horizon plus lointain, avec l'Europe, pour doubler ses exportations d'ici 2030 à 1,5 GW/jour). Ces objectifs paraissent particulièrement audacieux alors que l'Égypte a vu sa production gazière s'effondrer depuis deux ans, atteignant son niveau le plus bas depuis 2017 et provoquant une forte pression sur le réseau ainsi que des délestages quotidiens depuis l'été 2023.

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. HAUSSE HISTORIQUE DU PRIX DU PAIN.

Le Conseil des Ministres a [annoncé](#) le 29 mai 2024 la révision à la hausse du prix du pain à partir du 1^{er} juin. Le prix du pain va être multiplié par 4 (de 0,05 EGP à 0,20 EGP l'unité), dans le cadre d'un processus de rationalisation et d'alignement avec les coûts de production. Cette forte hausse est la conséquence directe de la révision à la baisse de la subvention de l'État sur ce produit (105 piastres au lieu de 120), le dernier ajustement datant de 1977. Bénéficiant à près de 70 millions de personnes, cette mesure représenterait une économie de 15 Mds EGP (318 M USD). Parallèlement, à moyen terme, les subventions du prix l'électricité sont également visées par une réduction, tandis que les subventions au prix des carburants annoncées à la hausse pour le prochain exercice budgétaire devraient progressivement être supprimées (avec pour objectif de les rediriger vers la protection sociale, l'éducation et la santé, selon les recommandations du FMI). Pour rappel, les prix de l'électricité et du carburant ont déjà été augmentés en 2024, à hauteur de 16-26 % pour l'électricité, et 8-10 % pour l'essence.

2. PHILIP MORRIS ACQUIERT 14,7% DU CIGARETTIER EASTERN COMPANY.

La société américaine spécialisée dans les produits du tabac Philip Morris a annoncé le 22 mai 2024 l'acquisition indirecte de 14,7 % de Eastern Company, le plus important producteur de cigarettes en Égypte. Cette acquisition correspond à l'achat de la moitié des parts de la société d'investissement émirienne Global Investment Holding qui avait elle-même acquis 30 % (625 M USD) de Eastern Company en septembre 2023 dans le cadre du programme de cessions d'actifs publics de l'État égyptien.

3. INAUGURATION D'UN PARC ÉOLIEN CO-FINANÇÉ PAR L'AFD DANS LE GOLFE DE SUEZ.

Le Ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies Renouvelables, Dr Mohamed Shaker, a inauguré le 28 mai 2024 un parc éolien d'une capacité de 252 MW dans le Golfe de Suez, en présence de l'ambassadeur de France, ainsi que de ses homologues allemands et européens. Bénéficiant de financements de l'AFD, de la KfW, de l'Union Européenne et de la Banque Européenne d'Investissement, ce projet soutient la réalisation des objectifs ambitieux des autorités égyptiennes pour les énergies renouvelables (42 % du mix électrique d'ici 2030). Ce parc éolien injectera 1200 GWh par an sur le réseau électrique

(soit la consommation annuelle de 400 000 ménages), et doit permettre de réduire les émissions carbone de 500 000 tonnes d'équivalent CO2 par an. La côte égyptienne de la mer Rouge recèle l'un des potentiels éoliens les plus élevés au monde compte tenu de la force du vent (jusqu'à 11 m/s) et de sa régularité.

4. SIGNATURE D'UN ACCORD POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE INSTALLATION DE MÉTHANOL VERT.

La compagnie maritime égyptienne Transmar et le constructeur Orascom ont [annoncé](#) le 28 mai 2024 s'associer avec le gestionnaire portuaire émirien AD Ports Group pour le développement d'une installation de stockage et d'exportation de méthanol vert. L'objectif de ce projet est de fournir un carburant à faible teneur en carbone à l'industrie maritime. L'Égypte, qui cherche à s'imposer comme plaque tournante des carburants verts, a déjà signé plusieurs accords en ce sens, dont un accord-cadre de 3 Mds USD en octobre 2023 avec AP Moller Holding et C2X pour la production de méthanol vert et ses dérivés dans la SCZone, et en mai 2023 un accord de 450 M USD avec le groupe norvégien Scatec pour établir une usine à Damiette.

IRAK

1. PRODUCTION RECORD DE BLÉ ATTENDUE EN 2024.

Selon le directeur général de la Grain Marketing Company, la production nationale de blé pourrait s'élever à 7 Mt en 2024 grâce à de bonnes conditions climatiques, contre 6 Mt prévues. L'Irak disposerait ainsi de 1 Mt pour l'exportation et la production additionnelle de farines. Les ministères de l'Agriculture et du Commerce ont par ailleurs engagé des négociations avec les autorités de la région du Kurdistan sur les conditions d'achat de blé par le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral subventionne la production de blé par un système de prix d'achat garanti, proche des cours mondiaux, environ le double de celui que les agriculteurs peuvent obtenir en vendant directement leur production sur le marché local. Le ministère de l'Agriculture du Kurdistan souhaite que le gouvernement de Bagdad achète la totalité de la production de blé de la région, qui pourrait s'élever à 1,5 Mt. En 2023, le gouvernement de Bagdad avait plafonné ses achats de blé kurde à 0,5 Mt à 850 000 IQD/tonne (654 \$).

IRAN

1. BAISSÉ DU COURS DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN SUR LES 3 DERNIÈRES ANNÉES.

Sur la période 22 avril - 28 mai, l'indice principal de la Bourse de Téhéran (TSE) a chuté de 2,31 à 2,05 millions d'unité, soit une baisse de 11,2 %, résultant d'une sortie de 80 000 Mds IRR (soit 13,6 M\$ au taux du marché libre). Cette baisse notable résulte de plusieurs facteurs : **(i)** la mort du président Raïssi ; **(ii)** la hausse de plus de 10 points (de 28% à 38 %) du taux d'intérêt des obligations, augmentant d'autant le coût de financement pour les sociétés cotées ; **(iii)** l'augmentation du prix administré des intrants pétrochimiques, à un niveau significativement supérieur à celui du prix de vente administré ; **(iv)** l'augmentation du taux d'intérêt réel des banques pour les comptes de dépôt, jusqu'à 30 % depuis cette année, alors que le taux imposé par la Banque Centrale demeure autour de 23 % ; **(v)** l'imposition de nouvelles taxes aux sociétés cotées.

Face à ce constat, le Ministère de l'économie, la Banque Centrale et le conseil d'administration de la Bourse ont conjointement agréé les changements suivants : **(i)** mesures restrictives – à définir – s'agissant des banques ne respectant pas le taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale ; **(ii)** marche arrière du Ministère de l'économie s'agissant du taux d'intérêt des obligations ; **(iii)** exemption de nouvelle taxe pour les sociétés cotées ; **(iv)** réévaluation à la hausse des actifs de deux des principaux constructeurs automobiles (IKCO et SAIPA).

Malgré ces annonces, les acteurs boursiers restent en l'attente de l'élection présidentielle extraordinaire du 28 juin prochain, dont l'issue pourrait déterminer les grandes orientations économiques à venir.

2. LA BANQUE CENTRALE DURCIT SA POLITIQUE DE RAPATRIEMENT DE DEVISES.

Dans le cadre d'une nouvelle décision de la Banque Centrale, les PME exportatrices seront exemptées de proposer leurs devises sur le marché NIMA II, au profit d'un autre marché, qui devrait être créé dans les prochaines semaines à cet effet. En revanche, selon les directeurs du département des obligations d'exportation et d'importation de la Banque Centrale, les grands exportateurs de produits pétrochimiques, de raffinage, d'acier, de métaux non ferreux et de produits pétroliers sont tenus de vendre 100 % de leurs recettes en devises étrangères issues de l'exportation sur le marché NIMA II. Ces mêmes exportateurs ne pourront également plus remplir leurs obligations de rapatriement en devises

en leur substituant des importations d'or – phénomène constaté en 2023/2024. Pour mémoire, l'année dernière, la Banque Centrale a autorisé l'importation d'or par ces sociétés afin de contrôler la baisse de valeur du rial sur le marché des devises.

ISRAËL

1. HAUSSE DES EXPORTATIONS GAZIÈRES (+25%) EN 2023.

Les exportations gazières Israéliennes ont augmenté de 25% en 2023 par rapport à 2022. Ces exportations (11,6 Mds de m³) représentaient 47% de la production totale (24,7 Mds de m³). Alors que les exportations vers la Jordanie sont restées les mêmes qu'en 2022 (2,9 Mds de m³), celles vers l'Égypte ont augmenté de 39% (8,6 Mds de m³). Les exportations gazières israéliennes proviennent principalement des gisements offshore de Léviathan (78%) et de Tamar (22%).

2. ISRAËL ADOPTE L'AUTORISATION ÉLECTRONIQUE DE VOYAGE (ETA-IL) POUR LES VOYAGEURS EXEMPTÉS DE VISA

À partir du 1^{er} août, les voyageurs en provenance de pays exemptés de visa (de type B-2 exclusivement) seront désormais obligés de fournir une autorisation électronique de voyage (ETA) sans laquelle ils ne pourront pas monter à bord de l'avion). Ceux qui sont éligibles pourront voyager en Israël et y rester jusqu'à 90 jours. Cet ETA permet aux voyageurs d'atteindre le poste frontière vers Israël, mais ne garantit pas l'entrée sur le territoire. L'entrée sur le territoire sera ensuite déterminée par un agent de contrôle aux frontières.

3. DÉCLARATION FISCALE SUR LES BÉNÉFICES LIÉS AUX CRYPTO MONNAIES.

L'administration fiscale israélienne lancera bientôt une nouvelle procédure de divulgation volontaire concernant les revenus non déclarés issus des cryptomonnaies. Cette procédure permettra aux citoyens, qui n'ont pas déclaré ces revenus les années précédentes, de régulariser volontairement leur situation et d'échapper à des poursuites pénales. Cette procédure, qui sera en vigueur jusqu'à la fin de 2025, devrait permettre à l'État de collecter entre 2 et 3 Mds d'ILS par an.

JORDANIE

1. HAUSSE DU DÉFICIT COMMERCIAL AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024.

Selon le département des statistiques (DoS), le déficit commercial a augmenté de +5,8 % au premier

trimestre (T1) 2024 par rapport au T1 2023. Ce résultat est lié à une baisse des exportations nationales de -14,8 % en glissement annuel (g.a.) - dont la valeur a atteint 1,8 Md JOD (2,5 Mds USD) au T1 2024 – en particulier des exportations de bijoux et pierres précieuses (11 % des exportations nationales, -4,9 % en g.a.), d'engrais azoté ou chimiques (7,8 % des exportations nationales, -61,2 % en g.a.), de phosphate brut (6,9 % des exportations nationales, -14,1 % en g.a.) et de la potasse brute (6,6 % des exportations nationales, -40,6 % en g.a.). Quant aux importations, elles ont diminué de -2,8 % en g.a. pour atteindre 4,4 Mds JOD (6,2 Mds USD). Les importations de machines et appareils électriques (6,2 % des importations) ont baissé de -7,1 % en g.a., celles de bijoux et pierres précieuses (5,1 % des importations) de -5,1 % en g.a. et celles d'autres machines (4 % des importations) de -12,8 %. Seuls les échanges commerciaux avec les pays arabes ont augmenté au T1 2024 : +9,7 % pour les exportations nationales et +9,3 % pour les importations, en g.a.

LIBAN

1. LE FMI CONFIRME SES INQUIÉTUDES APRÈS UNE MISSION DE ROUTINE.

La mission du FMI pour le Liban, menée par Ernesto Rigo Ramirez, s'est rendue à Beyrouth durant la semaine du 20 mai. Il s'agissait d'une mission de routine ayant pour objectif de faire un point d'étape entre le FMI et les autorités libanaises et de réitérer les principaux messages à leur égard. Dans un communiqué publié en fin de mission, le FMI constate les lourdes conséquences de l'absence d'action en faveur des réformes économiques et financières nécessaires. Le conflit en cours à Gaza et au Sud-Liban ne faisant qu'exacerber une situation économique et sociale déjà désastreuse. Le Fonds salue les progrès réalisés en vue de la réduction de l'inflation et de la stabilisation du taux de change et la décision de la Banque Centrale de mettre fin au financement monétaire, mais ces réformes sont insuffisantes pour assurer la reprise. Plus particulièrement, l'absence d'une stratégie crédible et financièrement viable pour le système bancaire continue d'entraver la croissance économique et la compensation des dépôts, tout en laissant place à une économie de plus en plus informelle et exposée à des risques accrus d'activités illicites.

PALESTINE

1. REPRISE DES RELATIONS COMMERCIALES AVEC ISRAËL.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, Israël a levé l'interdiction faite aux habitants de Gaza d'acheter des marchandises auprès des commerçants israéliens. Selon le journal israélien Haaretz, les commerçants de la bande de Gaza qui importaient des produits alimentaires en provenance d'Israël avant le 7 octobre pourront reprendre leurs activités. Ces commerçants pourront importer des fruits et légumes, de la viande et des produits laitiers **ne pouvant être importés dans d'autres pays. Les prix de ces produits sont cependant considérés comme très élevés par les Gazaouis qui font par ailleurs face à une crise de liquidités dans l'enclave.** Eid Abu Ramadan, président de la Chambre de commerce de Gaza, a déclaré qu'« Israël a contacté les distributeurs de marchandises à Gaza qui achetaient des marchandises en Cisjordanie et en Israël avant la guerre », ajoutant que « les distributeurs ont répondu qu'ils étaient prêts à coordonner la collecte des marchandises ». En vertu des accords commerciaux, l'armée israélienne doit inspecter toutes les marchandises et tous les fournisseurs. Deux sources palestiniennes ont déclaré que l'armée israélienne vérifiait les marchandises au point de passage de Kerem Shalom avant d'autoriser les distributeurs à les faire entrer à Gaza.

SYRIE

1. LES BAILLEURS S'ENGAGENT SUR 7,6 MDS€ DE DONS ET DE PRÊTS LORS DE LA 8^{ÈME} CONFÉRENCE DE BRUXELLES.

Les institutions participant à la réunion ministérielle de la VIII^{ème} Conférence de Bruxelles intitulée « Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région » se sont engagées le 27 mai pour un total de 7,6 Mds EUR de dons, de subventions et de prêts, pour 2024 et les années suivantes, à la Syrie et aux pays voisins accueillant des réfugiés syriens.

Les pays donateurs ont promis 5,1 Mds EUR de subventions, dont 3,9 Mds EUR pour 2024 et 1,2 Mds EUR à partir de 2025, ainsi que 2,5 Mds EUR de prêts à des conditions concessionnelles.

Cela représente une baisse de 20 % par rapport à la conférence de l'année dernière, où le total des dons et des prêts promis s'élevait à 9,53 Mds EUR, dont 5,56 Mds EUR de dons pour 2023 et 2024 et 3,97 Mds EUR de prêts

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	30,9	3,0	1,3	70,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,4	n/a	39,6	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr